

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRAINDORGE**

ZI des Vauguillettes II  
89100 Sens

Références : 260018  
Code AIOT : 0005401277

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement GRAINDORGE implanté ZI des Vauguillettes II 14 rue Saint Sauveur des vignes 89100 Sens. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les résultats des campagnes d'analyses imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE, préalablement identifiées, émettent des PFAS.

Dans la continuité de l'action nationale menée en 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible.

Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS. C'est à ce titre que la Direction Générale de la Prévention des Risques a demandé à l'inspection des installations classées de contrôler au cours de cette année la bonne mise en œuvre des plans d'action.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAINDORGE
- ZI des Vauguilletes II 14 rue Saint Sauveur des vignes 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GRAINDORGE est une installation de métallisation électrolytique spécialisée dans le traitement de surface des plastiques (ABS - copolymère acrylonitrile butadiène styrène, PP - polypropylène, ABS/PC - polycarbonates) destinés essentiellement au conditionnement de parfums et de cosmétiques.

Cette société, située initialement rue des Bouribouts à Sens depuis 1928, a transféré l'ensemble de ses activités dans la ZI des Vauguilletes à Sens, en 2001-2002.

La société GRAINDORGE emploie environ 80 salariés.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------|---|--|-----------------------|
| 5  | Mesure de surveillance | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                        | Sans objet        |
| 2  | Rejets aqueux de PFOS           | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32                       | Sans objet        |
| 3  | Liste des substances PFAS       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2                        | Sans objet        |
| 4  | Mesure de suppression/réduction | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 + L.532-6-1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les campagnes d'analyses, qui se sont déroulées d'octobre à décembre 2023 ont mis en exergue la présence de PFAS dans les rejets aqueux.

L'exploitant a identifié deux produits utilisés comme mouillant à l'étape de satinage (pour les pièces PP et ABS) et un mouillant pour le chrome-décor, et a entrepris de les supprimer ou de les substituer. Des analyses supplémentaires, à mener mensuellement lors des six prochains mois, permettront de confirmer ou d'infirmer l'impact de la suppression/substitution de ces produits sur la qualité de ses rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.<br>Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux d'octobre à décembre 2023, puis a transmis, le 4 mars 2024, l'ensemble de ses résultats via la plateforme GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><ul style="list-style-type: none"> <li>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</li> </ul> Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l<br>Les substances dangereuses marquées d'une * sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'ensemble des résultats présentés pour la substance PFOS se situe en-dessous de la valeur limite d'émission de 25 µg/l.<br>La concentration du PFOS, pour les campagnes menées d'octobre à décembre 2023, est  |

|  |
|--|
| respectivement de 0,81 / 0,63 / 0,28µg/l.    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

#### N° 3 : Liste des substances PFAS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à l'inventaire dans les conditions prescrites par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il a été réalisé à partir des fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant a identifié deux principaux produits à base de PFAS utilisés dans les bains de satinage : le Silken Wet 302 et l'Evolve Etch Wetter.</p> <p>Le plan d'action visant à substituer/supprimer du process ces produits est en cours de mise en œuvre, il est décrit dans le point de contrôle suivant.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à ce que cet inventaire soit mis à jour régulière, en cas d'intégration de nouveaux produits sur le site.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 4 : Mesure de suppression/réduction

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 + L.532-6-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L. 110-1 : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 : La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux</p> |

|   |
|---|
| <p>substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Graindorge utilise deux produits de mouillage à base de PFAS dans les bains de satinage - bains d'attaque du plastique, qui est la première étape indispensable à la métallisation des plastiques - et dans le bain de chrome décor :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le mouillant dans le satinage est un produit indispensable au bon fonctionnement de ce bain très visqueux facilitant un contact homogène et suffisant entre la pièce et la solution. Les conséquences sur la pièce finale d'un mauvais mouillage seraient des manques de dépôt sur la pièce et / ou un manque d'adhérence. Les mouillants contenant des PFAS présentent l'avantage de résister un temps suffisant pour être efficace dans ce milieu très oxydant ;</li> <li>- le mouillant dans le bain de chrome remplit la même fonction que dans les bains de satinage, dans un milieu très oxydant - mélange d'acide sulfurique et d'acide chromique. Ce mouillant permet un dépôt uniforme du chrome sur les pièces, en créant une surface de mousse qui retient les vésicules de chrome dans l'air.</li> </ul> <p>Graindorge utilisait 2 produits contenant des PFAS (les fiches de données de sécurité ont été fournies à l'inspection) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Silken Wet 302, utilisé dans le bain de satinage des pièces en PP et dans le bain de chrome,</li> <li>- l'Evolve Etch Wetter, utilisé dans le bain de satinage des pièces en ABS.</li> </ul> <p>Les premières phases d'essai pour supprimer l'Evolve Etch Wetter (essai de suppression depuis septembre 2025) sont concluantes, les pièces en ABS sont conformes, sans manque de satinage. Le Silken Wet 302 est utilisé à hauteur de 75 % pour le mouillage des pièces PP, et à 25 % pour l'utilisation du chrome-décor.</p> <p>Des essais de suppression du mouillage des pièces PP sont en cours d'étude, et l'utilisation serait conservée pour le chrome-décor pour le moment, le temps de mener une étude sur la modification du process ou la substitution du produit contenant du PFAS.</p> <p>A noter : l'exploitant a cessé la promotion de la méthode chrome, envisageant ainsi une diminution du nombre de production de chrome-décor, et donc une utilisation moindre du Silken Wet 302.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 5 : Mesure de surveillance

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mené d'analyse complémentaire de ses rejets pour rechercher et surveiller la</p>   |

présence de PFAS suite aux essais de suppression des produits contenant des PFAS.  
L'exploitant s'est engagé à mener des mesures mensuelles de surveillance des PFAS en sus de son autosurveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois